



Revue Géographique de l'Est

vol. 50 / 1-2 | 2010

Firmes, géopolitique et territoires - vol. 1

Introduction : les firmes, acteurs géopolitiques

Mark Bailoni, Sylvie Daviet, Michel Deshaies, Simon Edelblutte, Jacques Fache, Frédéric Leriche, Yann Richard et Stéphane Rosière



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rge/2966>

ISSN : 2108-6478

Éditeur

Association des géographes de l'Est

Édition imprimée

Date de publication : 31 octobre 2010

ISSN : 0035-3213

Référence électronique

Mark Bailoni, Sylvie Daviet, Michel Deshaies, Simon Edelblutte, Jacques Fache, Frédéric Leriche, Yann Richard et Stéphane Rosière, « Introduction : les firmes, acteurs géopolitiques », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 50 / 1-2 | 2010, mis en ligne le 29 septembre 2011, consulté le 30 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/rge/2966>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Tous droits réservés

Introduction : les firmes, acteurs géopolitiques

Mark Bailoni, Sylvie Daviet, Michel Deshaies, Simon Edelblutte, Jacques Fache, Frédéric Leriche, Yann Richard et Stéphane Rosière

- 1 Les communications réunies dans ce numéro de la RGE sont issues du colloque « firmes, géopolitique et territoire » organisé les 10 et 11 septembre 2010 à la Maison des Sciences de l'Homme de l'université de Nancy 2. D'autres communications seront publiées dans le numéro suivant de la *Revue Géographique de l'Est*, ainsi que dans un numéro de la revue *L'Espace Politique*. Ce colloque organisé pour la première fois par les commissions de *géographie politique et industrie et emploi* du CNFG a donné lieu à 35 communications de chercheurs français et étrangers permettant de réfléchir et de proposer une image objectivée de la place qu'occupent les firmes en tant qu'acteurs géopolitiques.
- 2 La crise financière et économique, l'instabilité des marchés, les spéculations sur les États, la concurrence pour les ressources, le développement ou le non développement des États du Sud, les multiples problèmes environnementaux locaux ou globaux ont donné l'occasion de mettre les firmes sur la sellette, tant il est vrai qu'elles jouent un rôle grandissant et que l'on a l'impression que, face aux plus puissantes d'entre elles, même les grands États ont une capacité d'action limitée. À titre d'exemple, si l'on se réfère à l'actualité récente, la catastrophe du Golfe du Mexique a ainsi sévèrement terni l'image de BP, qui avait depuis plusieurs années beaucoup investi pour « verdir » son image en se rebaptisant très symboliquement « Beyond Petroleum ». Le contexte politique, économique et social mondial actuel est donc plutôt bien choisi pour parler de la firme comme d'un véritable acteur géopolitique. On ne peut ainsi que se féliciter de l'intuition qui a guidé les commissions présidées par **Sylvie Daviet** et **Stéphane Rosière** pour mettre dans l'actualité scientifique ce thème dont l'importance est chaque jour plus évidente.
- 3 Il est vrai que les relations entre politique et économie nous plongent sans doute dans une histoire lointaine, Adam Smith l'a bien montré dans son célèbre ouvrage, *la Richesse des Nations*. Mais les évolutions contemporaines du monde imposent les firmes multinationales comme des acteurs majeurs de l'économie et de la puissance des

territoires. Ce rôle est pour parti le résultat d'une forme de "retrait de l'État" tel que Susan Strange a pu le théoriser dans les années 1990. Ce "retrait" s'est exprimé autant à l'intérieur des États par un désengagement des pouvoirs centraux, dans la perspective de l'ajustement structurel prôné par les institutions financières internationales, que par l'action nouvelle d'acteurs transnationaux, comme les ONG, qui modifient l'approche classique des relations internationales. La crise actuelle va-t-elle sanctionner "un retour de l'État" ? Il est sans doute encore trop tôt pour le dire, mais la théorie néolibérale prônant toujours moins d'État semble désormais remise en question, alors que l'intervention des États est apparue nécessaire pour sauver firmes ou banques de la faillite. Au-delà, ce sont les théories de la non-intervention des autorités publiques qui paraissent écornées.

- 4 Du fait des évolutions et des crises contemporaines on peut donc se demander quel est le rôle des firmes sur les territoires ? Quelles sont les stratégies mondiales des firmes et leur capacité à investir les lieux de pouvoir ? Comment sont-elles à leur tour prises dans l'orbite des ambitions nationales ? Comment sont-elles impliquées dans les conflits, les questions de défense et de sécurité ?
- 5 La démarche géopolitique permet de réfléchir à ces questions, d'étudier ces évolutions économiques et politiques contemporaines, et leurs conséquences sur les territoires. La géopolitique étudie « les rivalités de pouvoirs sur les territoires » (Y. Lacoste, 1995). C'est « l'étude de l'espace considéré comme un enjeu » (S. Rosière, 2003). Dans cette approche, la firme est considérée comme un acteur géopolitique incontournable des rivalités et des enjeux territoriaux. Par leur démarche de la géoéconomie, Pascal Lorot et Edward Luttwak complètent cette approche. Ils montrent que depuis la fin de la guerre froide, les enjeux de pouvoir entre puissances semblent se déplacer de plus en plus sur le terrain de l'économie.
- 6 Pascal Lorot souligne ainsi que « la conquête des marchés et la maîtrise des technologies les plus avancées a pris le pas sur celle des territoires ». Edward Luttwak traduit cette évolution en annonçant le basculement de la géopolitique vers la géoéconomie qui est une lecture géopolitique de l'économie, particulièrement d'actualité depuis que le système économique international est plongé dans une crise sans précédent. Ces observations montrent qu'une réflexion épistémologique est aussi essentielle pour mieux appréhender le rôle des firmes comme acteurs du territoire et des enjeux géopolitiques.
- 7 Les sept articles réunis dans ce numéro sont consacrées principalement aux stratégies mondiales des firmes, ainsi qu'à leur place dans la logique des ambitions nationales et des symboles identitaires. Comme le rappelle **Stéphane Rosière**, la place des firmes a été longtemps négligée par la géopolitique classique prenant en considération essentiellement les relations entre États. Cette approche que l'on peut qualifier de « géoréaliste » selon la formule de Frédéric Lasserre, a été contestée à partir des années 1960 par différents courants émanant de la géographie anglo-saxonne fonctionnaliste ou radicale, ainsi que par Yves Lacoste en France. Il s'agissait en l'occurrence de dépasser le « piège étatique » pour prendre en considération l'ensemble des rivalités de pouvoir sur les territoires et donc tous les acteurs géopolitiques. Il a fallu attendre les années 1990 et l'accélération de la libéralisation du monde consécutive à l'effondrement du bloc soviétique pour que soit formulée une théorie proposant une analyse de l'espace prenant en considération les stratégies d'ordre économique : la géoéconomie. Cependant, malgré la montée en puissance des firmes et le retrait de l'État, les liens forts existants le plus souvent entre les acteurs économiques et financiers et les décideurs politiques tendent à

montrer que « l'étude de l'espace comme enjeu » (Rosière, 2008) se situe à la jointure de l'économique et du politique.

- 8 **Chalom Schirman** montre ainsi que l'émergence de nouveaux acteurs géopolitiques non étatiques ne conduit pas pour autant à la disparition des États, de la souveraineté et des frontières. La lecture de la mondialisation et de ses effets sur les territoires nécessite certes de prendre en compte les nouveaux acteurs que sont les firmes transnationales, les organisations économiques internationales et les ONG qui interagissent avec les États en utilisant des leviers géoéconomiques ou idéologiques et culturels. Mais s'agissant des firmes, celles-ci restent en définitive largement tributaires de l'État dont elles sont les « hôtes ».
- 9 Cela ne les empêche pas pour autant de développer leur propre vision du monde qu'elles expriment à travers les cartes produites sur leurs sites internet étudiés par **Clarisse Didelon**. Cette vision majoritairement continentale et centrée sur l'Europe, dans la mesure où elle est opérationnelle, propose une régionalisation qui sert en partie de cadre au déploiement des activités de l'entreprise et contribue à façonner l'espace mondial.
- 10 C'est en apparence dans un registre géopolitique assez classique que se déploie l'action de la firme gazière russe *Gazprom*, souvent présentée comme le bras armé du Kremlin dont elle servirait les nouvelles ambitions impérialistes. En fait, **Yann Richard** montre que si *Gazprom* est bien un élément de la diplomatie mise en œuvre par Moscou, le déploiement international de la firme gazière se fait principalement selon des logiques économiques et industrielles assez classiques. La dimension géopolitique dans les relations entre la firme gazière et l'Union Européenne (UE) est plutôt la conséquence des divisions internes de l'Europe.
- 11 Elle est en tout cas bien présente dans les Balkans, où **Alexis Troudé** montre comment la Russie utilise ses liens traditionnels avec la Serbie et la Bulgarie pour prendre un avantage décisif dans la lutte engagée autour des tracés des futurs réseaux de tubes devant acheminer vers l'UE les hydrocarbures de la mer Caspienne.
- 12 L'action des États n'a en réalité jamais cessée. De la coupure du gaz russe, au prix du pétrole défini par les pays producteurs en passant par le *CFIUS* (*Committee on Foreign Investment in the United States*), les liens entre pouvoir politique et économique sont demeurés étroits et complexes. L'ascension des firmes des pays émergents dans les classements internationaux est une traduction des nouveaux rapports de force internationaux. *Lenovo* s'est implanté aux Etats-Unis, *Mittal* en Europe et leurs prises de contrôle respectives (la filiale ordinateur d'*IBM* ou la sidérurgie d'*Arcelor*) sont autant de symboles de la puissance acquise par ces nouveaux géants, mais aussi corrélativement de la recomposition des rapports de force internationaux et de l'avènement d'un nouvel équilibre géoéconomique global. Laurent Carroué a récemment souligné à quel point l'émergence des fonds souverains témoigne de la montée irréversible de la multipolarité des structures géoéconomiques mondiales.
- 13 Le rayonnement international d'une firme renforce le prestige d'une nation, même en période de mondialisation. Le rachat de *Jaguar* et *Land Rover* par l'indien *Tata Motors* est extrêmement symbolique : une entreprise de l'ancienne colonie rachète l'un des fleurons industriels de l'ancienne métropole coloniale. La percée des firmes chinoises et indiennes crée des inquiétudes en Europe et remet en cause le prestige du Vieux Monde, du moins dans les consciences. Le lien entre firme et identité est en effet très étroit.

- 14 À partir de l'étude du développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) en Inde, **Divya Leducq** analyse le rôle des acteurs publics dans l'émergence de ce secteur favorisé dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire. Les entreprises informatiques ont fleuri essentiellement dans les métropoles et les aires urbaines secondaires et ont renforcé l'aspect numérique de certaines économies régionales. Mais dans le même temps, ces entreprises tendent à jouer un rôle grandissant dans l'aménagement des territoires urbains et se substituent aux acteurs publics, illustrant les interrelations entre le politique et l'économique telles que les définit l'analyse géoéconomique.
- 15 Cette réactivité des firmes, souvent bien supérieure à celle des Etats, peut être source de violence suivant l'approche anthropologique retenue par **Richard Gauthier** et **Anthony Tchékémian**. La logique strictement économique de la firme revient à appliquer sur un territoire, culturellement différent, un modèle de développement sans tenir compte des données anthropologiques et géographiques. Ce qui bien souvent engendre un épuisement des ressources, des conflits armés, des réseaux mafieux, des pollutions massives, en oubliant les dimensions culturelles et humaines qui sont des éléments constitutifs d'un territoire.
- 16 Les firmes exploitant les ressources de la planète sont ainsi de plus en plus souvent impliquées dans des conflits environnementaux qui les opposent aux populations locales, soutenues par des ONG cherchant à remettre en cause, au nom du développement durable, de grands projets d'investissement. De plus en plus, les firmes doivent ainsi « soigner » leur image et offrir aux médias un visage présentable en matière environnementale, sous peine de voir remettre en cause, par les États soumis à la pression de l'opinion, les projets les plus ambitieux.
- 17 Ainsi, et de façon multiforme et multiscale, se pose la question du rôle géopolitique des firmes soulignant la double perméabilité des catégories d'acteurs dans le système international et celle de la géopolitique qui ne peut plus être résumée à une forme «géographique» des relations entre les seuls États (Rosière, 2008).
-

AUTEURS

MARK BAILONI

Maître de conférences à Nancy-université, 23 bd Albert 1^{er}, 54015 Nancy Cedex,
mark.bailoni@univ-nancy2.fr

SYLVIE DAVIET

Professeure à l'Université d'Aix-Marseille, UMR TELEMME, 5 rue du Château de l'Horloge, BP 647,
13094 Aix-en-Provence Cedex 2, Présidente de la commission Industries et emplois du CNFG,
Sylvie.Daviet@univ-provence.fr

MICHEL DESHAIES

Professeur à Nancy-université, 23 bd Albert 1^{er}, 54015 Nancy Cedex, directeur du CERPA et directeur scientifique de la RGE, michel.deshaies@univ-nancy2.fr

SIMON EDELBLUTTE

Maître de conférences à Nancy-université, 23 bd Albert 1^{er}, 54015 Nancy Cedex, simon.edelblutte@univ-nancy2.fr

JACQUES FACHE

Professeur à l'université d'Angers, secrétaire de la commission Industries et emplois du CNFG, jacques.fache@univ-angers.fr

FRÉDÉRIC LERICHE

Professeur à l'Université Versailles Saint Quentin-en-Yvelines (UVSQ), UFR des Sciences Sociales / CEMOTEV, Bâtiment Vauban, 47, boulevard Vauban, 78280 Guyancourt, frederic.leriche@uvsq.fr

YANN RICHARD

Professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 7533 LADYSS, membre du comité de rédaction de la revue L'Espace Politique <http://espacepolitique.revues.org>, yrichard@univ-paris1.fr

STÉPHANE ROSIÈRE

Professeur à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, 57, rue Pierre Taittinger, 51096 Reims cedex, (Directeur du Master de Géopolitique, Laboratoire Habiter - EA.2076), Directeur de Publication de la revue en ligne L'Espace Politique <http://espacepolitique.revues.org>, Président de la commission de géographie politique et géopolitique du CNFG, Membre du Comité de direction de la Commission de géographie politique de l'IGU/UGI stephane.rosiere@univ-reims.fr